

CONSEIL MUNICIPAL D'INSTALLATION DU 25 MAI 2020 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 27 mai 2020

L'an deux mille vingt , le vingt cinq mai à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Martino AMODEO, doyen de l'assemblée, puis de M. Thierry FALCONNET, élu maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - M. Bruno HABERKORN - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - Mme Marie-Thérèse BOUGÉ - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Nadia HADDAD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL

En raison de la crise sanitaire relative au COVID-19, des mesures exceptionnelles sont prises pour cette séance du Conseil municipal :

- Impossibilité pour le public d'être physiquement présent,
- Aménagement de la salle pour respecter les distanciations physiques entre les élus,
- Port du masque obligatoire,
- Retransmission de la séance en direct sur Internet, sur la page Facebook de la Ville de Chenôve.

M. Thierry FALCONNET, maire sortant, rappelle les résultats des élections municipales et installe les nouveaux conseillers municipaux.

Passation de la présidence de la séance à M. Martino AMODEO, doyen de l'assemblée.

Désignation du secrétaire de séance, le plus jeune de l'assemblée : Mme Hana WALIDI-ALAOUI.

Désignation de deux assesseurs pour le dépouillement des votes à bulletin secret : M. Léo LACHAMBRE et Mme Sophie MOREAU.

Un candidat se présente pour l'élection du maire : M. Thierry FALCONNET.

M. Thierry FALCONNET est élu maire de Chenôve, avec 30 voix sur 33. Il reprend la présidence de la séance.

Une seule liste est présentée par la majorité municipale. La liste est élue avec 28 voix sur 33.

L'ensemble des élus se voient remettre leur matériel numérique relatif au Conseil municipal dématérialisé à l'issue de la séance.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

1 - ÉLECTION DU MAIRE

Conformément à l'article L.2122-4 du Code général des collectivités territoriales :

« Le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret. Nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus.

Les fonctions de maire sont incompatibles avec l'exercice d'une des fonctions électives suivantes : président d'un conseil régional, président d'un conseil départemental .

Les fonctions de maire sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

Tout maire exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue par les deuxième et troisième alinéas cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de maire. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive. »

Conformément à l'article L.2122-5 du Code général des collectivités territoriales :

« Les agents des administrations ayant à connaître de la comptabilité communale, de l'assiette, du recouvrement ou du contrôle de tous impôts et taxes ne peuvent être maires ou adjoints, ni en exercer même temporairement les fonctions, dans toutes les communes qui, dans leur département de résidence administrative, sont situées dans le ressort de leur service d'affectation.

La même incompatibilité est opposable dans toutes les communes du département où ils sont affectés aux comptables supérieurs du Trésor et aux chefs de services départementaux des administrations mentionnées au premier alinéa. Elle est également opposable dans toutes les communes de la région ou des régions où ils sont affectés aux directeurs régionaux des finances publiques et aux chefs de services régionaux des administrations mentionnées au premier alinéa. »

Conformément à l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales :

« Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue.
Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.
Les bulletins blancs et nuls sont exclus des suffrages exprimés. »

Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue, sous la présidence du doyen de l'assemblée.

Il est procédé à l'élection du maire.

Le Président de séance a enregistré les candidatures.

M. Thierry FALCONNET s'est porté candidat.

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin de vote écrit sur papier blanc dans une enveloppe fermée.

Vu les articles L.2122-4, L.2122-5 et L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales.

Le dépouillement du vote a été effectué par deux assesseurs et a donné les résultats suivants :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 0
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 1
- Nombre de suffrages exprimés : 32
- Majorité absolue : 17

M. Thierry FALCONNET ayant obtenu la MAJORITÉ ABSOLUE des suffrages exprimés dès le premier tour, il est élu Maire et est immédiatement installé.

VOTES

30 POUR M. THIERRY FALCONNET

2 POUR M. PHILIPPE NEYRAUD

1 BLANC

2 - DÉTERMINATION DU NOMBRE DES ADJOINTS AU MAIRE

Aussitôt après l'élection du maire, le Conseil municipal procède, sous la présidence du maire nouvellement élu, à la détermination du nombre des adjoints, dans les limites autorisées, sachant que le nombre maximum d'adjoints ne peut excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal.

Le Conseil municipal de Chenôve comprenant 33 membres, le nombre d'adjoints est au maximum égal à 9.

Vu l'article L.2122-2 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De fixer à 9 le nombre des adjoints au maire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

3 - ÉLECTION DES ADJOINTS AU MAIRE

Conformément à l'article L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. La liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus. »

Il est procédé à l'élection des adjoints, au scrutin de liste à bulletin secret.

Le Président de séance a enregistré les candidatures.

Il est proposé au Conseil municipal la liste suivante :

- 1^{re} adjointe : Brigitte POPARD
- 2^e adjoint : Patrick AUDARD
- 3^e adjointe : Christiane JACQUOT
- 4^e adjoint : Nouredine ACHERIA
- 5^e adjointe : Aziza AGLAGAL
- 6^e adjoint : Ludovic RAILLARD
- 7^e adjointe : Joëlle BOILEAU
- 8^e adjoint : Léo LACHAMBRE
- 9^e adjoint : Bruno HABERKORN

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis son bulletin de vote dans une enveloppe fermée.

Vu les articles L.2122-4 et L.2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le dépouillement du vote a été effectué par deux assesseurs et a donné les résultats suivants :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 33
- Nombre de suffrages déclarés nuls : 2
- Nombre de suffrages déclarés blancs : 3
- Nombre de suffrages exprimés : 29
- Majorité absolue : 17

La liste composée de :

- Brigitte POPARD
- Patrick AUDARD
- Christiane JACQUOT
- Nouredine ACHERIA
- Aziza AGLAGAL
- Ludovic RAILLARD
- Joëlle BOILEAU
- Léo LACHAMBRE
- Bruno HABERKORN

ayant obtenu la MAJORITÉ ABSOLUE des suffrages exprimés dès le premier tour, les membres de cette liste sont élus adjointes et adjoints au Maire.

VOTES

29 POUR LA LISTE PROPOSÉE PAR LA MAJORITÉ MUNICIPALE

2 NULS

3 BLANCS

ADMINISTRATION GENERALE

4 - CHARTE DE L'ÉLU LOCAL

Conformément à l'article 2121-7 du Code général des collectivités territoriales :

« Lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L.1111-1-1. Le maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre. »

« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l'élu local.

Charte de l'élu local

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. »

Le maire remet une copie de la Charte de l'élu local et du chapitre 3 du titre II du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code général des collectivités territoriales à l'ensemble des élus municipaux. »

Vu les articles L.1111-1-1 et L.2121-7 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la lecture de la Charte de l'élu local et de la distribution d'une copie de celle-ci ainsi que du chapitre 3 du titre II du livre 1^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales, traitant des conditions d'exercice des mandats municipaux, à l'ensemble des élus municipaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

5 - DÉTERMINATION DES INDEMNITÉS DE FONCTION DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Conformément à l'article L.2123-20-1 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal est tenu de délibérer pour fixer les indemnités de ses élus.

Les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maire et adjoints au maire des communes sont fixées en pourcentage du montant correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique et varie selon l'importance du mandat et la population de la collectivité. De plus, l'article L.2123-22 du Code général des collectivités territoriales permet au Conseil municipal de voter des majorations d'indemnités de fonction.

Les conseillers municipaux, auxquels le maire peut déléguer une partie de ses fonctions en application des articles L.2122-18 et L.2122-20 du Code général des collectivités territoriales, peuvent également percevoir une indemnité allouée par le Conseil municipal, dans les limites prévues par le II de l'article L.2123-24 du Code général des collectivités territoriales.

Considérant, en outre, que la ville de Chenôve est chef-lieu de canton et qu'elle a été attributaire de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU-CS) au cours de l'un des trois exercices précédents,

Vu les articles L.2122-18, L.2123-20-1, L.2123-22, L.2123-23, L.2123-24 et R.2123-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau des indemnités de fonction joint à la présente délibération, étant précisé que le tableau détaillé des indemnités de fonction sera modifié compte tenu de l'élection du maire, de l'élection des adjoints et des délégations attribuées à certains conseillers municipaux.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le tableau, ci-joint, relatif aux indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués :

Fonction	% maximum applicable de l'indice brut terminal de la fonction publique correspondant à la strate 10 000 / 19 999 habitants	% de l'indice brut terminal de la fonction publique appliqué aux élus de la commune de Chenôve
Maire	65 %	39,02 %
Adjoints	27,5 %	19,65 %
Conseillers municipaux délégués		7,95 %
Vice-présidents de commission		2,60 %

ARTICLE 2 : D'approuver l'application des majorations d'indemnité, sur l'indemnité précédemment octroyée au maire et aux adjoints, conformément aux articles L.2123-22 1° et 5°, et R.2123-23 1° et 4° du Code général des collectivités territoriales,

Fonction	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de la DSU	% de majoration appliqué aux élus de la commune de Chenôve au titre de commune chef-lieu de canton
Maire	54,03 %	15 %
Adjointes	23,58 %	15 %

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur ou Madame le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. NEYRAUD - Mme HADDAD

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

6 - DÉTERMINATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.)

Le Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) est présidé par le maire, qui est membre de droit. Il comprend en nombre égal, au maximum huit membres élus en son sein par le Conseil municipal et huit membres nommés par le maire parmi les personnes non membres du conseil municipal, mentionnées au quatrième alinéa de l'article L.123-6 du Code l'Action Sociale et des Familles.

Le nombre des membres du Conseil d'administration est fixé par délibération du Conseil municipal.

Le précédent Conseil d'administration du C.C.A.S. comprenait huit membres élus et huit membres nommés.

Il est proposé de fixer à 6 membres élus et 6 membres nommés la composition du nouveau Conseil d'administration du C.C.A.S.

S'agissant des membres désignés, un avis de publicité sera lancé dans les jours qui viennent.

S'agissant des membres élus, ils seront désignés lors du prochain conseil municipal.

Vu les articles L.123-6 et R.123-7 du Code l'Action Sociale et des Familles.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De fixer à 12 le nombre total d'administrateurs du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

7 - POUVOIRS CONSENTIS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL, EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Considérant que dans un souci d'efficience de l'administration communale, le Conseil municipal peut déléguer une partie de ses attributions au Maire,

Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal et qui concernent des événements ponctuels (tarification de spectacles ou de mise à disposition de salle municipale notamment); ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change comme suit :

- procéder, pour autant que les crédits nécessaires aient été inscrits au budget, au remboursement anticipé des emprunts en cours, à l'échéance et hors échéance, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour financer le capital restant dû et, le cas échéant, les indemnités compensatrices,
- procéder, pour autant que les crédits nécessaires aient été inscrits au budget, à des modifications des caractéristiques financières des emprunts par voie d'avenant et de passer tous les actes nécessaires,
- procéder à la souscription d'outils de couverture des risques de taux et de change, les solder par anticipation et passer les actes nécessaires y afférents. Les contrats de couverture devront toujours être adossés à des emprunts réalisés au moment de leur conclusion comme à tout moment de leur durée de vie. La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés. Pour la souscription d'un instrument de couverture, plusieurs établissements financiers devront systématiquement être mis en concurrence sur la base d'un cahier des charges détaillant le produit recherché et permettant de sélectionner sans ambiguïté le prix le plus avantageux.

Ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

- 5°** De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6°** De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7°** De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8°** De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9°** D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10°** De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;
- 11°** De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12°** De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13°** De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14°** De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15°** D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code conformément en particulier aux articles L.210-1 et suivants du code de l'urbanisme, et eu égard à la délibération du 19 décembre 2019 de Dijon métropole, portant renouvellement de l'instauration du droit de préemption urbain simple sur un périmètre correspondant aux zones U et AU inscrites au PLUi-HD adopté et au non renouvellement du droit de préemption urbain renforcé ;
- 16°** D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, tant devant les juridictions administratives, les juridictions judiciaires et les juridictions pénales, pour les procédures d'urgence et les procédures au fond, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;
- 17°** De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués tous les véhicules municipaux ;
- 18°** De donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19°** De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20°** De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1,5 million d'euros ;
- 21°** D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de

préemption défini par l'article L.214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L.151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions pour les projets de fonctionnement et les projets d'investissements de la ville de Chenôve ; s'agissant des dossiers d'investissement, délégation est donnée pour solliciter des subventions concernant des projets estimés à moins de 300 000 € HT ;

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L.123-19 du code de l'environnement. »

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De déléguer à Monsieur le Maire, pour toute la durée du mandat, les matières explicitées dans l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales dans un souci d'optimisation du fonctionnement de l'administration communale,

ARTICLE 2 : Que les délégations consenties en application du 3° de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

La séance est levée à 20 h 11.



Thierry Falconnet
Thierry FALCONNET